

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE D'AYDIUS**

Nombre de membres en exercice : 9
Présents : 7
Date convocation : 21/04/2011
Date affichage : 21/04/2011
Votants : 7 Pour : 7
 Contre : -
 Abstention : -

REÇU

le - 6 MAI 2011

SOUS-PRÉFECTURE
OLORON S^{TE} MARIE

Séance du 29 avril 2011

L'an deux mil onze et le vingt-neuf avril le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Bernard BOURGUINAT, Maire.

Présents : Mmes Cristelle CLAIN - Virginie PIOT - Mrs - Jean LAMAZOU- André LESPY- Jean-François PICHONNEAU- Marc VANDAELE

Absent : Mrs Jean CASTEIGNAU - Jean-Claude HONTHAAS

Secrétaire de séance : Jean LAMAZOU

OBJET: Approbation du P.L.U

Le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération du 10 décembre 2004 qui a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et défini les modalités de concertation. Il rappelle également la délibération du 2 juillet 2010 qui a approuvé le bilan de la concertation et arrêté le projet de P.L.U.

Ce projet a été soumis à l'enquête publique par arrêté du Maire en date du 16 novembre 2010. Celle-ci s'est déroulée du 6 décembre 2010 au 7 janvier 2011.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal les avis des personnes publiques associées qui se sont exprimées, en l'occurrence l'Etat, le Département des Pyrénées-Atlantiques, la Chambre de Commerce et d'Industrie, l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO), la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et, tardivement, le Parc National des Pyrénées. La commune a souhaité prendre en compte certaines observations de l'Etat et du Département, le dossier mis à l'enquête publique faisant apparaître les modifications qu'elle envisageait d'apporter au PLU à cet effet.

Il présente les observations du public portant sur le bien-fondé d'un couloir d'avalanches, le développement du quartier d'Arles (nuisances pour les riverains) et sur la consommation de terres agricoles.

Il présente le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur qui l'ont conduit à émettre un avis favorable sur le projet.

Il propose donc de modifier, sur les points suivants, le projet de P.L.U. tel qu'il a été arrêté et soumis à l'enquête publique pour tenir compte des avis des personnes publiques associées et des observations émises lors de l'enquête publique :

Dans le rapport de présentation :

- des commentaires sont ajoutés sur les chapitres portant sur l'eau potable et l'assainissement. De plus, les plans de ces réseaux sont mis à jour ;
- une colonne indiquant les surfaces disponibles dans le P.L.U. est rajoutée au tableau des surfaces ;
- l'ajout d'Espaces Boisés Classés (EBC) modifie les commentaires dans le chapitre portant sur cet objet ;
- la carte sur le périmètre de protection du puits de captage d'eau potable est corrigée.

Dans les documents graphiques de zonage :

- des Espaces Boisés Classés sont rajoutés à proximité du village.

Dans le règlement :

- sur l'ensemble des zones, l'article 11 est complété par la possibilité d'utiliser des matériaux d'aspect similaires de ceux préconisés ;
- en zone A, il est précisé à l'article 2 que les constructions et installations forestières sont autorisées à condition qu'elles soient nécessaires à la production de bois de l'exploitation ;
- sur l'ensemble des zones, à l'exception de la zone UA, l'article 6 est modifié en précisant l'implantation des constructions par rapport au domaine public.

Dans les annexes :

- comme dans le rapport de présentation, les plans des réseaux sont mis à jour,
- dans l'annexe portant sur les Servitudes d'Utilité Publique, un plan de ces dernières est ajouté, cette information ne se trouvant auparavant que dans la pièce « Porter à connaissance de l'Etat ».

Une nouvelle pièce est ajoutée : un cahier de « recommandations architecturales ».

Il indique également que :

- l'article R. 421-12 du Code de l'urbanisme permet d'instituer la déclaration de clôture sur tout ou partie du territoire communal ; il propose de l'instituer sur toute la Commune afin de vérifier la conformité des projets avec les dispositions du P.L.U.

Le Conseil municipal, où l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 123-10 et R. 123-19 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 10 décembre 2004 ayant prescrit l'élaboration du P.L.U. ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 2 juillet 2010 ayant arrêté le projet de P.L.U. ;

Vu l'arrêté du Maire en date du 16 novembre 2010 soumettant à enquête publique le projet de P.L.U. arrêté par le Conseil municipal ;

Vu les avis des personnes publiques associées ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ;

Considérant que le P.L.U., tel qu'il est présenté au Conseil municipal est prêt à être approuvé, conformément aux articles susvisés du Code de l'urbanisme.

- DECIDE**
- d'approuver le P.L.U., tel qu'il est annexé à la présente ;
 - d'instituer la déclaration de clôture sur toute la Commune.

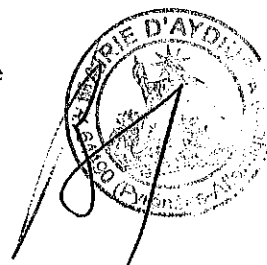
La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération deviendra exécutoire :

- dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Sous-préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du P.L.U., ou, dans le cas contraire, à compter de la prise en compte de ces modifications ;
- après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus.

- Ainsi fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Ont signé les membres présents.

Pour extrait, certifié conforme
Le Maire,



REÇU

le - 6 MAI 2011

SOUS-PRÉFECTURE
OLORON S^{TE} MARIE

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE D'AYDIUS**

Nombre de membres en exercice : 9
Présents : 7
Date convocation : 21/04/2011
Date affichage : 21/04/2011
Votants : 7 Pour : 7
 Contre : -
 Abstention : -

REÇU

le - 6 MAI 2011

SOUS-PRÉFECTURE
OLORON STE MARIE

Séance du 29 avril 2011

L'an deux mil onze et le vingt-neuf avril le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Bernard BOURGUINAT, Maire.

Présents : Mmes Cristelle CLAIN - Virginie PIOT - Mrs - Jean LAMAZOU- André LESPY- Jean-François PICHONNEAU- Marc VANDAELE

Absent : Mrs Jean CASTEIGNAU - Jean-Claude HONTHAAS

Secrétaire de séance : Jean LAMAZOU

OBJET: Droit de Prémption Urbain (D.P.U)

Monsieur Le Maire expose au Conseil Municipal que l'article L. 211-1 du Code d'urbanisme offre la possibilité aux Communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) approuvé d'instituer, sur tout ou partie des zones urbaines ou à urbaniser, telles quelles sont définies au P.L.U., un droit de préemption. Ce droit de préemption permet à la Commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement par l'acquisition de biens à l'occasion de mutations.

Le Conseil Municipal peut à cette occasion déléguer au Maire l'exercice du droit de préemption (article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales). L'usage de cette possibilité peut s'avérer utile compte tenu des délais impératifs fixés pour la notification de la décision de préemption.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré,

DÉCIDE d'instituer le Droit de Prémption Urbain (D.P.U.) sur toutes les zones urbaines (UA et UB) et à urbaniser (1AU, 1AUy et 2AU) du P.L.U. approuvé par délibération du Conseil Municipal de ce jour.

DONNE délégation à Monsieur Le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le Droit de Prémption Urbain, conformément à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PRÉCISE que, conformément à l'article R. 211-2 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention insérée dans deux journaux diffusés dans le département.

Le périmètre d'application du Droit de Prémption Urbain sera annexé au dossier du Plan Local d'Urbanisme conformément à l'article R. 123-13 du Code de l'urbanisme.

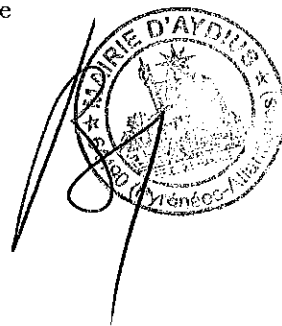
Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à Monsieur le Sous-Préfet,
- à Madame la Directrice départementale des Finances Publiques,
- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre départementale des notaires,
- au barreau constitué près le Tribunal de Grande Instance de Pau,
- au greffe du même tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L. 213-13 du Code de l'urbanisme.

Ainsi fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,
Ont signé les membres présents.

Pour extrait, certifié conforme
Le Maire,



REÇU

le - 6 MAI 2011

SOUS-PRÉFECTURE
OLORON STE MARIE